

Agence nationale du médicament vétérinaire  
14 rue Claude Bourgelat  
Parc d'Activités de la Grande Marche  
CS 70611 - 35306 FOUGERES CEDEX – France  
Téléphone : + 33 (0)2 99 94 66 65

Etablissement n° 2167

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE NATIONALE DE SECURITE SANITAIRE DE L'ALIMENTATION,  
DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL,

Vu le code de la santé publique et notamment ses articles L. 5142-2 et R. 5142-15,

Vu l'autorisation d'ouverture n° V 153603/16 du 27/06/2016, octroyée à l'entreprise ELANCO FRANCE, pour l'établissement exploitant de médicaments vétérinaires situé 10 PLACE DE BELGIQUE, PARIS - LA DEFENSE, 92250 LA GARENNE COLOMBES,

Vu le courrier reçu le 04/08/2021, de l'entreprise ELANCO FRANCE, demandant l'abrogation de l'autorisation d'ouverture de l'établissement susvisé, suite au transfert de l'activité d'exploitation de médicaments vétérinaires sur le nouvel établissement situé CRISCO UNO, BATIMENT C, 3-5 AVENUE DE LA CRISTALLERIE, 92310 SEVRES,

Considérant l'arrêt de toute activité pharmaceutique vétérinaire au sein de l'établissement situé 10 PLACE DE BELGIQUE, PARIS - LA DEFENSE, 92250 LA GARENNE COLOMBES lié au transfert d'activité sur le nouvel établissement,

DECIDE :

**ARTICLE 1** - L'autorisation d'ouverture n° V 153603/16 du 27/06/2016 susvisée, accordée à l'entreprise ELANCO FRANCE, pour l'établissement exploitant de médicaments vétérinaires situé 10 PLACE DE BELGIQUE, PARIS - LA DEFENSE, 92250 LA GARENNE COLOMBES, est abrogée par la présente décision enregistrée sous le n° V 299710/21.

**ARTICLE 2** - La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou du Directeur de l'Agence nationale du médicament vétérinaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Ce n'est qu'après un rejet explicite de ce recours ou un rejet implicite résultant du silence gardé par le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail ou par le Directeur l'Agence nationale du médicament vétérinaire pendant deux mois, qu'un recours contentieux peut être intenté auprès du tribunal administratif dont dépend l'entreprise ou dans le ressort duquel est situé le siège social de l'entreprise.

L'exercice d'un recours n'est pas suspensif de l'interdiction de réaliser des opérations pharmaceutiques vétérinaires découlant de l'abrogation de l'autorisation d'ouverture.

**ARTICLE 3** - L'adjoint au directeur en charge des décisions administratives est responsable de l'exécution de la présente décision.

Fait à Fougères, le 31/08/2021

**Pour le Directeur général de l'Agence nationale de sécurité  
sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail,  
et par délégation,  
l'Adjoint au directeur en charge des décisions administratives  
de l'Agence nationale du médicament vétérinaire**



Mickaëlle SACHET